



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Madame Florence Parly,  
ministre des Armées**

*Discours de rentrée*

**Paris, le 13 septembre 2021**

***– Seul le prononcé fait foi –***

Madame la ministre, chère Geneviève,  
Mesdames et messieurs les parlementaires,  
Monsieur le chef d'état-major des armées,  
Monsieur le délégué général pour l'armement,  
Madame la secrétaire générale pour l'administration,  
Mesdames et messieurs les directeurs,  
Mesdames et messieurs les officiers généraux,  
Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs,  
gendarmes et personnels civils de la défense,  
Mesdames et Messieurs,

Nos armées répondent toujours « présent ». Cet été encore, pour nous, pour les Français, elles ont été engagées sur tous les fronts.

Je veux donc commencer par saluer et remercier celles et ceux qui, dans le cadre de la mission Sentinelle, ont veillé sur nos concitoyens et les nombreux vacanciers de passage sur notre territoire, ceux qui sont venus en aide aux forces de sécurité civile pour lutter contre les feux de forêt, en particulier dans le Sud-Est de la France, ceux qui étaient engagés en mission loin de chez eux, en opération extérieure, au Sahel et au Levant, ainsi que ceux qui sont restés mobilisés dans le cadre de nos postures permanentes de sécurité.

Je voudrais en particulier adresser des remerciements au Service de santé des Armées, à ceux qui se sont déployés en urgence en Martinique pour armer un module militaire de réanimation, pour acheminer de l'oxygène aux Antilles à un moment particulièrement critique de la situation épidémique sur place. Ces remerciements vont également à l'ensemble de nos forces mobilisées tout au long de l'été pour vacciner les Français. C'est un effort nécessaire que nous poursuivrons, c'est notre meilleur moyen de vaincre cette pandémie.

J'aimerais enfin rendre un hommage appuyé aux femmes et aux hommes de l'opération Apagan. Grâce à leur engagement, la France a pu mettre en place un pont aérien entre Kaboul et Paris, moins de 24h après l'ordre donné par le Président de la République.

Grâce à eux, grâce aux diplomates, aux policiers, aux personnels français qui ont été à la manœuvre de cette opération, jour et nuit, pendant 15 jours, nous pouvons être fiers d'avoir réussi à évacuer près de 3.000 personnes dont plus de 2.600 Afghans en un temps record.

### **1. [Les enseignements de la crise afghane]**

La chute de Kaboul était évidemment un événement d'une portée qui dépasse très largement son cadre régional et le résultat d'un enchaînement d'événements dont nous devons tirer collectivement toutes les leçons. **Pour l'heure, de cette crise, je retiens à ce stade trois enseignements principaux :**

**1. Pour commencer, si l'arrivée au pouvoir des Talibans inaugure une grande période d'incertitude, elle confirme ce que nous savions déjà : notre lutte contre le terrorisme est nécessaire et elle doit se poursuivre.** Deux points sont en particulier cruciaux.

**D'abord, on est en droit de se demander quelle attitude aura le pouvoir taliban à l'égard des groupes terroristes et singulièrement d'Al-Qaïda.** On se souvient que le régime taliban en place il y a vingt ans avait offert un asile et un appui au groupe d'Oussama Ben Laden qui avait planifié les attentats du 11 septembre. Il l'avait fait depuis son sanctuaire afghan. Les négociations des derniers mois à Doha ont donné lieu à des engagements de leur part, mais force est de constater que les premières décisions, à commencer par la composition du gouvernement, montrent un écart entre les promesses et les actes.

**L'autre point crucial concerne l'implantation de Daech dans le pays, dont l'attentat de l'aéroport de Kaboul a montré le tragique pouvoir de nuisance.** Certes, Daech est l'ennemi des Talibans, mais comment s'assurer que ces derniers parviendront à endiguer efficacement cette menace ? Pour ces raisons, nous devons rester vigilants. Nous devons continuer à suivre attentivement la situation sur le terrain et à discuter avec nos alliés des moyens qui permettront de prévenir toute résurgence d'une menace terroriste qui pèserait sur la stabilité régionale, voire reconstituerait une capacité de projection d'attentats en Europe ou ailleurs.

## **2. Le deuxième enseignement concerne l'Europe de la défense.**

La crise en Afghanistan a été un révélateur, pour beaucoup d'Européens, de ce que nous savions déjà : la sécurité des Européens relève d'abord et avant tout des Européens eux-mêmes. Elle nous prouve aussi que nous avons encore beaucoup de chemin à faire. Cette prise de conscience a provoqué un élan nouveau et légitime chez nombre de nos partenaires européens. Il nous faut profiter de cet élan pour faire progresser l'Europe de la défense, avec réalisme et pragmatisme.

**Car il y a l'Europe des intentions et il y a l'Europe des actes. En ce qui me concerne, en ce qui nous concerne, cela fait bien longtemps que nous sommes adeptes de la seconde, c'est-à-dire l'Europe des actes.** Nous devons continuer de bâtir une Europe de la défense de terrain, capable d'agir, en nous appuyant, non pas sur des promesses irréalisables, mais sur ce qui fonctionne déjà aujourd'hui. La force Takuba, au Sahel, en est le meilleur exemple. A cet égard, je crois que nous devons avoir une ambition renouvelée pour l'Initiative européenne d'intervention, dont l'intérêt ne cesse de croître auprès de nos partenaires.

## **3. La troisième chose que nous a montrée la crise afghane, c'est que la loi de programmation militaire porte ses fruits.**

Le double pont aérien entre Kaboul, Abou Dabi et Paris a été assuré pour une grande partie par 3 avions A400M et 2 MRTT, dont un qui avait été commandé de façon anticipée dans le cadre du plan de soutien à l'aéronautique que j'avais annoncé en juin 2020. Ces avions, nous les devons à la loi de programmation militaire. Cette loi de programmation militaire qui a accéléré la livraison des MRTT et qui a porté notre ambition plus loin pour les A400M avec une cible de 25 appareils d'ici 2025.

\*

\* \*

## **2. [Priorité numéro un : l'exécution de la LPM]**

**Cette loi de programmation militaire 2019-2025, c'est notre succès. C'est notre bataille du quotidien. Notre reconquête.**

C'est dans cet esprit de reconquête que nous l'avons bâtie. Pour redonner à nos armées ce qu'on leur avait pris. Pour mettre fin à toutes ces années de budgets en chute libre, de réductions drastiques des effectifs, de programmes retardés, voire arrêtés – et tout cela alors que, au milieu des menaces qui se multipliaient, la force de votre engagement ne faiblissait jamais.

Le Président de la République a mis un terme à cette situation intenable en consentant des efforts budgétaires inédits et en me confiant la lourde responsabilité, mais ô combien stimulante et exaltante, de permettre à nos armées de retrouver des moyens à la hauteur de leurs missions.

**Dans cette responsabilité, j'ai la chance d'être bien entourée.** Geneviève Darrieussecq conduit avec cœur et dévouement une politique ambitieuse au profit de nos blessés et de nos anciens combattants. Avec l'état-major des armées, avec la direction générale de l'armement, avec le secrétariat général pour l'administration, avec les états-majors d'armées et l'ensemble des directions, des personnels civils et militaires de ce beau ministère, nous formons une équipe dont je suis très fière, une équipe entièrement dédiée à la remontée en puissance de nos armées.

**Et quand il s'agit de la remontée en puissance de notre outil de défense, la parole n'a pas la valeur des actes. Le juge de paix, c'est l'action. Ce qui doit donc guider et animer notre équipe pour les prochains mois, c'est l'exécution rapide, efficace et dynamique de cette loi de programmation militaire pour laquelle nous nous sommes battus.** Certes, nous ne sommes pas encore parvenus à la moitié du chemin, mais une chose est certaine : tout ce qui est fait ne sera plus à faire. Et, comme le renoncement n'est pas une option, il

faudra donc continuer à se battre jusqu'au bout de cette loi de programmation militaire qui doit nous emmener jusqu'en 2025.

**C'est donc la priorité de cet automne : une LPM qui délivre.**

Partout, je veux voir ses effets sur le terrain. A l'image des Griffon, qui sont actuellement en cours de déploiement au Sahel, et des livraisons qui continuent :

- Il y a deux mois, les 150 derniers ensembles de parachutages du combattant ont été livrés à l'armée de terre. Elle en dispose aujourd'hui de 15 000.
- Il y a deux semaines, un cinquième A330 Phénix est venu compléter la flotte de la 31<sup>ème</sup> escadre aérienne de ravitaillement et transport stratégique à Istres. Le Premier ministre et moi-même avons pu le constater encore, samedi dernier.
- Et ces livraisons se poursuivent et s'intensifient encore. Afin que chacun puisse s'assurer de la réalité de la LPM sur le terrain, j'ai demandé la création d'un baromètre de sa mise en œuvre. Il sera mis en ligne dès cette semaine et il permettra à chacun de suivre l'avancée de la remontée en puissance de nos armées.

A une échéance à peine plus lointaine, je présenterai le budget de notre Défense pour l'année 2022. Il s'élèvera à près de 41 milliards d'euros (presque 9 milliards de plus qu'en 2017). Depuis 2017, ce sont 26 milliards de plus qui auront été investis dans notre défense et dans nos armées. C'est considérable. C'est même historique. Et c'était nécessaire. Le budget pour 2022 continuera de servir toutes les priorités de la LPM, et en particulier sa dimension à hauteur d'homme ; je pense notamment à la livraison des petits équipements, à la poursuite du Plan Famille et tout particulièrement son ambition inédite pour le logement qui conduira très prochainement à la rénovation et à la création de milliers de logements neufs partout en France.

### **3. [Priorité numéro deux : le soutien à notre économie]**

**La deuxième priorité de cet automne sera notre soutien à la relance, à l'économie française et à nos territoires.** Ce soutien découle, pour une grande partie, de l'exécution de la LPM. Au cours de ces 4 dernières années, notre activité a permis de créer plus de 36 000 emplois dans la base industrielle et technologique de défense. Et notre activité va bien au-delà de la défense : la LPM prévoit un important effort financier en faveur de la politique immobilière et des projets d'infrastructures. Ces projets portent le secteur du BTP et dynamisent nos territoires. En 2020 cela représentait près de 25 000 emplois maintenus ou créés pour plus de 13 700 marchés contractualisés.

Je le répète : cette LPM ne s'arrête pas en 2021, elle nous emmène bien au-delà. Les décisions prises dans les mois à venir auront des conséquences pour plusieurs décennies devant nous. Pour garantir l'action de nos armées dans la durée, il faudra donc impérativement continuer à tenir le calendrier des programmes et des investissements structurants. Je pense notamment au renouvellement de nos hélicoptères, à la poursuite de la verticalisation de nos contrats de maintien en condition opérationnel, au renouvellement de nos satellites, à la simplification de nos systèmes d'informations, ou encore à la poursuite de nos programmes en coopération, dont le Système de combat aérien futur (SCAF) est l'exemple le plus emblématique.

La défense ne se limite cependant pas à l'exécution de la LPM. Nous marchons en effet sur deux jambes : la défense de notre pays et la défense de notre économie, c'est-à-dire de nos emplois et de nos territoires. Il faut donc continuer à exporter. Il faut aussi permettre à nos entreprises de se développer et de se financer pour que demain, nous disposions des compétences dont nous aurons besoin.

Ces derniers temps, il ne vous pas échappé qu'une petite musique se fait entendre pour monter en épingle un débat sur le caractère socialement responsable et « durable » de la défense et de son industrie. Dans

l'absurdité, il n'y a pas de place pour l'ambiguïté. **Qui oserait dire que la protection des Français, des Européens n'est pas une activité durable ? Qui peut avoir une activité durable, sans la garantie d'être défendu et protégé ?**

Ceux qui participent à bâtir la sécurité de nos concitoyens, qu'ils soient français ou européens, doivent y être encouragés, et non pas dissuadés. C'est un enjeu fondamental de société. De même, on ne peut pas opposer la protection de notre planète à la protection des Français et des Européens. Il faut bien protéger les deux. Le faire comprendre et convaincre au-delà de notre cercle « défense », qu'il s'agisse du niveau national comme européen, c'est donc un enjeu majeur des mois qui viennent afin de nous assurer que des normes nouvelles ne viennent pas entraver par exemple le financement de notre industrie de défense.

#### **4. [Priorité numéro trois : continuer à bâtir les armées du futur]**

**Notre troisième priorité sera de continuer à bâtir les armées du futur, en transformant et en adaptant notre ministère aux enjeux de demain.**

A mesure que le domaine de la conflictualité s'étend à de nouveaux terrains – le cyber, l'espace, le champ informationnel – le ministère des Armées réagit et évolue.

J'ai eu l'occasion d'annoncer la semaine dernière que nous allons encore renforcer nos capacités de cyberdéfense en recrutant près de 1900 cybercombattants d'ici 2025, contre les 1100 initialement prévus dans la LPM.

En ce qui concerne l'espace, nous ferons d'ici la fin de l'année un premier bilan sur les moyens consacrés au domaine ainsi que sur l'organisation du ministère pour répondre aux de ce domaine, après la présentation de la stratégie spatiale de 2019.

Il nous faudra aussi regarder dans les profondeurs des mers et être capable d'y agir. Nous y sommes présents, mais il nous faut aller plus loin : il nous faut être plus performant. **C'est dans ce contexte que j'ai demandé qu'une stratégie ministérielle de maîtrise des fonds**

**marins soit élaborée avant la fin de l'année afin d'éclairer notre action dans ce domaine.**

Enfin, avec le chef d'Etat-major des armées, nous aurons très prochainement l'occasion de vous présenter l'état de nos travaux dans le domaine de la lutte informationnelle, un domaine de plus en plus important pour nos armées, le combat se livrant aussi bien dans le champ des perceptions que sur le terrain.

**Parler des enjeux du futur, c'est naturellement parler d'innovation.** Vous savez combien l'innovation et le numérique me tiennent à cœur. En 2022, le budget consacré à l'innovation atteindra le milliard d'euros. C'était un objectif que nous nous étions fixé tous ensemble, et il sera tenu.

Ce niveau inédit d'investissement doit se traduire dans des innovations concrètes pour le ministère, à l'image du projet *Syrtaqi*, que nous avons soutenu à hauteur d'1,6 million d'euros : c'est un projet porté par la PME française DNA Script, et qui permettra aux laboratoires du ministère de disposer d'une imprimante à ADN capable de détecter des virus et des agents pathogènes, un outil dont vous conviendrez qu'il sera bien utile dans le domaine NRBC. Jusqu'à présent, la France était dépendante de fournisseurs étrangers dans ce domaine, ainsi nous allons renforcer notre souveraineté. Voilà un exemple des innovations que nous pourrons retrouver au Forum innovation défense, vitrine de toute l'ingéniosité de notre ministère en matière de nouvelles technologies, qui se tiendra pour sa 3<sup>e</sup> édition, les 25 et 26 novembre prochains.

**Dans le domaine du numérique, nous avons parcouru du chemin** avec la création de la DGNUM, de l'Agence du numérique de défense, mais aussi avec les DSI Métiers. Notre principal défi dans ce domaine, c'est celui des talents. Les métiers du numérique sont de plus en plus en tension. Il nous faudra à la fois être en mesure de tenir la trajectoire cible de 2025 et repenser les métiers liés à la fonction des systèmes d'information et de communication au sein du ministère afin,

notamment, d'anticiper les compétences indispensables à sa résilience. Je pense notamment aux missions centrales qu'occupe la DIRISI, notre opérateur ministériel.

**Parler du futur, c'est enfin rester à l'écoute de la société, de ses préoccupations et ses aspirations qui évoluent sans cesse.**

J'ai présenté jeudi dernier à Marseille la stratégie de préservation de la biodiversité, 4e axe de notre stratégie globale en faveur de l'environnement. C'est l'affaire de tous, chaque direction, chaque armée et chaque service a sa part à prendre. Des armées engagées pour l'environnement, ce n'est ni une fiction, ni une contrainte. C'est une nécessité qui rejoint nos intérêts opérationnels et qui nous maintient en phase avec la société dans laquelle nous évoluons. C'est aussi, indirectement, un enjeu de recrutement : car les jeunes sont attentifs aux engagements environnementaux des structures professionnelles qu'ils rejoignent.

Ils sont aussi très attentifs à la mixité, à la diversité et au climat professionnel. En la matière, j'attends que nous soyons exemplaires. La mixité, comme l'environnement, c'est l'affaire de tous. Je compte sur chacune et chacun d'entre nous pour faire de notre ministère un endroit que les jeunes, et en particulier les jeunes femmes, ont envie de rejoindre, et où ils auront surtout envie de rester et d'évoluer.

Préparer l'avenir, c'est aussi ne pas négliger le présent. **Dans l'immédiat, nous devons réussir l'adaptation de notre dispositif militaire au Sahel.** Nous savons pourquoi nous sommes au Sahel, et pourquoi nous devons continuer la lutte contre le terrorisme. Il en va de notre sécurité et de celle des Européens, que nous sommes d'ailleurs parvenu à largement mobiliser à nos côtés.

Regardez ce qui se passe avec Takuba : aujourd'hui, 9 pays y participent. D'autres arrivent. Nos messages sur l'évolution de notre dispositif au Sahel ont été compris par nos partenaires : nous ne partons pas, nous nous adaptons à la réalité du terrain, en allant vers davantage de coopération, avec les Sahéliens, et avec les partenaires internationaux, notamment européens. C'est d'ailleurs ce qui nous

différencie de ce que les Américains ont fait en Afghanistan au cours de ces derniers mois : nous parlons avec nos partenaires, nous nous coordonnons avec eux. Et cela, nous continuerons inlassablement à le faire.

##### **5. [Préparer la présidence française de l'Union européenne]**

J'en viens à la dernière priorité de cet automne, la présidence française de l'Union européenne qui approche à très grands pas. Le cap fixé par le Président de la République lors de son discours de la Sorbonne s'est aujourd'hui largement concrétisé, en grande partie sous l'impulsion de la France et grâce à votre travail.

**La présidence française doit capitaliser sur ces succès, tout en ouvrant une nouvelle phase avec un niveau d'ambition renouvelé. La « Boussole stratégique », futur document stratégique de l'Union européenne, en sera l'un des principaux véhicules.**

**Nous devons renforcer notre capacité à agir ensemble en opérations et nous devons porter l'idée d'une défense européenne conçue, non comme une barrière autour de l'Union européenne, mais comme une capacité à défendre nos intérêts où qu'ils soient.** Nous travaillons ainsi en particulier sur l'accès aux espaces communs, qu'ils soient maritimes, cybernétiques ou spatiaux. Ce dernier volet sera particulièrement emblématique de notre présidence de l'Union.

Nous devons enfin garder à l'esprit quelques points de vigilance, et notamment le risque de voir notre ambition et nos capacités d'action affaiblies par un certain nombre de dispositions réglementaires et juridiques européennes, je pense naturellement à la directive européenne sur le temps de travail qui fait l'objet de toute notre mobilisation. L'Europe est aujourd'hui un véritable acteur dans le domaine de la défense. Elle ne doit donc pas saper elle-même les fondements de ce qu'elle bâtit, à savoir une capacité accrue pour les

Européens à se défendre. Sinon, comme le dit la formule, elle sera au menu, et pas à la table des grandes puissances.

C'est un message que nous aurons l'occasion de porter dans de multiples cadres, y compris dans celui de la Fabrique défense dont la deuxième saison vient de débiter. Durant les prochains mois, de nombreux événements, conférences et échanges seront organisés dans toute l'Europe jusqu'à l'événement de clôture à la Villette, à Paris, du 28 au 30 janvier prochain.

\*

\*           \*

**Mesdames et messieurs,**

Nos armées répondent toujours « présent ». Au cours des prochains mois, c'est en particulier à nous d'être présents pour elles.

J'ai une confiance entière en nous. J'ai confiance en nous pour continuer à œuvrer pour la remontée en puissance de nos armées, qui est la garantie de la protection des Français.

J'ai confiance en nous pour permettre aux militaires, ainsi qu'à leurs familles, de vivre pleinement leur engagement. Ce sera la plus belle reconnaissance de la Nation à leur égard. Nous le leur devons bien.

**Vive la République ! Vive la France !**